



Association France Palestine Solidarité

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Le 8 décembre 2023,

N°réf : 58-23

Objet : Gaza : monsieur Macron, que vous faut-il de plus pour AGIR ?

Monsieur le Président de la République,

Voilà deux mois que la mort et la terreur se sont abattues sur Gaza et sa population. Deux mois qu'Israël en toute impunité vise et massacre délibérément des civils qu'il a lui-même enfermés depuis 16 ans dans une prison à ciel fermé transformé aujourd'hui en charnier à ciel ouvert.

Deux mois que partout dans le monde les peuples exigent un cessez-le-feu immédiat et permanent. À Gaza, on ne meurt pas seulement des bombardements, la faim et la soif sont aussi des armes de guerre. On meurt aussi d'absence de soin, de se vider de son sang, de douleur lors d'amputation sans anesthésie. Des césariennes sont aussi effectuées sans anesthésie. Tout cela est documenté, dénoncé par toutes les ONG humanitaires présentes sur place, sur les ondes radios et les chaînes de télévision.

Deux mois et un bilan effroyable. Avant la courte trêve, le bilan quotidien était de 300 à 350 morts, depuis il est de 500. Selon Euro-Med Human Right Monitor (EHRM), Israël a intensifié la destruction complète de zones résidentielles avec une escalade des massacres de civils par Israël : une vaste campagne de bombardement qui cible à la fois les personnes déplacées et les infrastructures civiles : écoles, hôpitaux, mosquées, églises, boulangeries, réservoirs d'eau, même les ambulances.

L'ancien officier français Guillaume Ancel, estime que le nombre de morts se situe entre 20000 et 30000. Cela correspond aux chiffres donnés par EHRM le 5 décembre : 22731 morts (90 % sont des civils et 70 % sont des femmes et des enfants), plus de 46000 blessés dont plus de 5000 handicapés.

Soixante-quinze journalistes ont été assassinés, un nombre particulièrement élevé, il s'agit clairement de tuer les témoins de toutes ces horreurs ;70 % des bâtiments sont détruits. Un million huit cent quarante mille personnes ont été déplacées une, deux, trois, quatre fois et se retrouvent dans des situations extrêmement précaires, contraintes à se déplacer sous les bombardements vers des zones « sécurisées » de plus en plus réduites qui ne sont qu'un leurre

pour masquer l'intention d'Israël de chasser définitivement de leur terre ceux qui ne sont pas assassinés. Les agences humanitaires de l'ONU parlent de conditions apocalyptiques, « les gens n'ont rien, il faut que cela cesse ».

Antonio Guterres a appelé mercredi 7 décembre à un cessez-le feu humanitaire.

Le Haut-commissaire de l'ONU aux Droits humains Volker Türk parle d'une horreur totale et croissante, d'un risque accru que des atrocités criminelles soient commises dans de telles circonstances humanitaires catastrophiques. Il a déclaré que « Des mesures doivent être prises de toute urgence tant par les parties concernées que par l'ensemble des États, en particulier ceux qui ont de l'influence, pour prévenir de tels crimes »

Joseph Borell demande aux États européens de soutenir Antonio Guterres.

Ces « États qui ont de l'influence » vont-ils enfin agir ? La France a-t-elle de l'influence ?

Euro-Med Human Right Monitor souligne qu'Israël commet des crimes de Génocide dans la bande de Gaza et viole clairement les principes du droit international humanitaire et le droit de la guerre concernant la protection des civils dont le ciblage est injustifiable en toute circonstance.

Un génocide, ça ne s'observe pas en silence ça s'arrête ! Ne rien faire et laisser faire quand on est un chef d'État, c'est de la complicité et avoir une part de responsabilité dans ce génocide.

Monsieur Macron, vous portez déjà une grande responsabilité dans la situation actuelle en ayant apporté, depuis tant d'années, et réitéré au mois d'octobre votre soutien inconditionnel à Israël, il est temps maintenant d'agir et d'arrêter ce massacre, cela passe par un cessez-le-feu immédiat, la protection du peuple palestinien, des sanctions contre Israël, comme celles que vous avez su prendre contre la Russie et le soutien à la Cour pénale internationale. Face à un génocide en cours, on ne peut pas faire du « en même temps ».

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Anne Tuillon
Présidente de l'AFPS

